

ENGAGIR

L'engagement et la participation au prisme du pouvoir d'agir

Le centre social Un lieu de transformation sociale

Genèse du projet ENGAGIR

Restitution du premier atelier de coproduction
Jeudi 7 juin 2018
Centre social
Pluriel(le)s, Tours



Le projet ENGAGIR, *L'engagement et la participation au prisme du pouvoir d'agir*, est un projet de recherche co-construit avec la Fédération des centres sociaux Région Centre-Val de Loire, qui regroupe une équipe d'une dizaine de chercheur.es issu.es de différentes disciplines (sociologie, anthropologie, gestion), coordonnée par Julie Garnier, Héloïse Nez et Catherine Neveu.

Il est soutenu par le Conseil Régional Centre-Val de Loire, qui le finance, et trois laboratoires de recherche (le laboratoire CITERES de l'Université de Tours et les laboratoires Vallorem et Cedete de l'Université d'Orléans) pour une durée de 2 ans, sur la période 2017-2019.

Son objectif principal est de comprendre le rôle des centres sociaux dans les actions de transformation

sociale : comment les acteur.es des centres sociaux s'approprient-ils cette visée politique dans leurs actions ?

Ce questionnement sur l'action politique des centres sociaux a émergé sur le terrain ainsi que dans la littérature scientifique et militante, il y a plusieurs années, autour des problématiques de la participation et du pouvoir d'agir. En 2013, la Fédération nationale des centres sociaux (FCSF) l'a mis au cœur de son projet fédéral, à la suite d'un long travail d'élaboration collective avec les centres sociaux adhérents. On retrouve aussi ce questionnement, du côté des chercheur.es et des militant.es, dans le rapport écrit la même année par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache sur la participation des habitants dans la Politique de la ville : *Pour une réforme radicale de la Politique de la Ville. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Pour

autant, il n'est pas facile de définir d'emblée ce que désigne la notion de « pouvoir d'agir ».

Dans ce projet, nous reparlons de l'idée que le pouvoir d'agir désigne une triple démarche d'autoréalisation et d'émancipation des individus ; de reconnaissance des groupes ; et de transformation sociale. Les recherches qui se sont intéressées aux questions de participation et de pouvoir d'agir ont jusqu'ici délaissé l'espace des centres sociaux en présupposant, à tort, qu'il ne s'y passait pas grand-chose de ce point de vue. Nous pensons, au contraire, que les centres sociaux sont des lieux potentiellement importants de la transformation sociale, notamment parce qu'ils sont souvent implantés dans des quartiers populaires et que les acteurs qui les font vivre ont des convictions.

Trois axes

Les trois axes qui structurent ce projet ont été définis avec la Fédération régionale :

- Le **premier axe** vise à rendre compte de la contribution des centres sociaux au développement du pouvoir d'agir : cette idée de développer le pouvoir d'agir fait-elle sens dans les espaces de l'animation sociale ? Et si oui, pour qui et comment est-elle mise en œuvre ? Nous cherchons aussi à comprendre quelles

sont les interprétations du pouvoir d'agir : que met-on derrière ce mot ? Et de qui parle-t-on quand on évoque la nécessité de le développer ?

- Le **deuxième axe** vise à interroger les effets (ou les impacts) de cette orientation sur les actions, les parcours, les savoirs et les savoir-faire des salarié.es et des usagers : « faire du pouvoir d'agir », qu'est-ce que cela change dans les postures, les savoirs ou les représenta-

tions du monde social ? Est-ce que cela change aussi les relations entre salarié.es et bénévoles, ainsi que les relations avec les pouvoirs publics ?

- Le **troisième axe** vise à identifier les freins et les leviers dans le développement du pouvoir d'agir : au niveau des collectifs d'usagers, des CA, des rapports de coopération ou de concurrence entre les différentes structures sur un territoire, par exemple.

La coopération comme posture de recherche

« Il ne s'agit pas de les juger ni d'évaluer leurs pratiques »

Le point fort de ce projet est de construire une coopération relativement inédite, qui associe trois types d'acteurs : la Fédération régionale, des salarié.es et des bénévoles des centres sociaux, et des chercheur.es.

Nous défendons fortement cette posture car nous pensons que c'est aujourd'hui la seule façon de réfléchir ensemble à ces questions. Il n'y a pas de « chercheur.es » qui font de la recherche dans leur coin et donnent des

résultats à la fin. Au contraire, ce projet doit être une occasion pour échanger et croiser nos regards, nos expériences et construire ensemble nos connaissances.

Nous sommes conscients que les centres sociaux qui ont accepté de participer à ce projet « s'exposent ». Mais, il ne s'agit pas de les juger ni d'évaluer leurs pratiques. L'objectif de l'équipe de recherche et de la Fédération est plutôt de dévelop-

per le partage d'expériences, de favoriser la réflexivité sur les pratiques et de construire de nouvelles formes de coopération.



L'enquête, ses territoires et ses outils

La région Centre-Val de Loire et ses départements



Dans le cadre de ce projet, des enquêtes sont menées sur différents sites, à l'échelle d'un quartier et/ou d'une ville. Ces terrains ont été choisis en accord avec la Fédération régionale au regard d'un certain nombre d'indicateurs comme la diversité des dynamiques locales, des modes de gestion ou des contextes (urbains et ruraux).

Ils couvrent quasiment l'ensemble des départements de la région Centre-Val de Loire : l'Indre-et-Loire, le Loiret, l'Indre, le Cher et le Loir-et-Cher. Ces terrains sont également représentatifs de la diversité des territoires de l'animation sociale. Ils sont situés dans des quartiers classés « Politique de la ville », des petites villes incluses dans des aggloméra-

tions, des villes moyennes ou des petites villes situées en milieu rural.

Sur chaque terrain, des entretiens et des observations sont menés avec l'accord des structures, des équipes, des membres des conseils d'administration et des habitant.es. Les chercheur.es engagé.es sur chaque site cherchent aussi à construire des formes de coopération spécifiques.

Un premier atelier de coproduction organisé autour de trois thèmes

Le projet Engagir prévoit l'organisation d'ateliers de coproduction des connaissances et de partage d'expériences. Les discussions de la matinée du 7 juin ont constitué le premier de ces ateliers.

82 participants (bénévoles d'activité, bénévoles membres de CA et salarié.es) représentant 26 centres sociaux de la région ont travaillé en petits groupes autour de trois questions principales :

- **Quand on parle de transformation sociale, qu'est-ce que cela évoque pour vous ?**
- **Comment cela se traduit-il dans votre structure ?**
- **Que pourrait-on inventer et/ou réinventer ?**

Quand on parle de transformation sociale Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Plusieurs manières de parler de la transformation sociale et de la penser ont été exprimées.

Certain.es ont une vision de la transformation sociale comme étant constituée par les changements dans la société, dans l'environnement, qui font que le mode de vie des habitant.es change. La transformation sociale est alors plutôt vue comme la transformation du public (des centres sociaux) : les populations évoluent, les habitant.es d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que ceux d'hier.

Pour d'autres, elle est un progrès social, une amélioration des conditions de vie, une visée d'amélioration des situations des personnes, des familles, des groupes, du plus grand nombre possible.

Pour répondre aux besoins et changer la vie quotidienne, on partirait d'un besoin, on monterait un projet, et cela provoquerait de la transformation sociale. Un groupe a retenu trois notions pour saisir la transformation sociale : la dimension individuelle ; la construction et la reconstruction ; les étapes de la vie.

La question de la transformation sociale a également été pensée comme le fait de ne pas subir ces évolutions de la société, mais de proposer et innover pour influencer sur cette transformation. Celle-ci peut alors être vue comme partant de la base : le citoyen doit être intégré à la décision et pour cela se doter des moyens nécessaires. Il serait nécessaire d'avoir une capacité à fédérer des habitant.es et faire

entendre leur parole, faire valoir leur force collective. La transformation sociale est ainsi vue comme agir (individuellement ou collectivement) pour faire évoluer une situation. Elle peut être action sur la ville, et/ou découler du fait de s'associer aux autres en vue d'agir sur le territoire proche, en poursuivant un intérêt collectif. Mais pour certain.es, elle serait à l'inverse caractérisée par le fait de participer à une « échelle plus grande », comme la ville.

Un ensemble de références à des enjeux de connaissance a également été mentionné dans les discussions ; la transformation sociale passerait alors par l'accès aux droits, aux informations, à la culture, par la connaissance des enjeux de société permettant à des personnes

« d'accéder au politique ». Elle passerait aussi par une prise de conscience citoyenne, par l'appropriation de valeurs dans un intérêt global et général, par le fait de redonner du pouvoir d'agir aux citoyen.nes et/ou par l'éducation populaire. Les notions de politique et de (re)politisation ont également été mentionnées par certain.es.

Enfin, l'idée que la transformation sociale consiste à casser les clivages, à pouvoir faire société et que cette société appartienne à tous, qu'elle a à voir avec la vie de la cité, le vivre ensemble, a elle aussi été mentionnée, les notions d'égalité et d'utopie étant alors évoquées.

Transformation individuelle ou collective ?

Un autre ensemble de propositions a tourné autour de ce que permettrait la transformation sociale, de ce sur quoi elle reposait.

La création et le renforcement des liens sociaux, de la rencontre et de l'échange, la lutte contre la solitude font partie des enjeux mentionnés, tout comme la découverte et l'acceptation de l'autre, de la différence, de la complémentarité entre les gens, la recherche du bonheur.

La transformation sociale passerait alors par le fait de se réaliser, de permettre à chacun.e de s'élever, de « devenir quelqu'un », par la prise de conscience de ses

compétences, le développement personnel et le développement de la confiance en soi, bref par la valorisation des personnes. La prise de responsabilité partagée, la coopération, le changement de comportement social, le changement de rapport entre les gens afin de faire bouger les lignes et d'ouvrir les esprits, l'entraide, la bienveillance, la participation, la convivialité, la volonté, la créativité ou le développement collectif et la mutualisation sont mentionnés comme autant d'outils et/ou d'effets de la transformation sociale. Pour certain.es, la transformation sociale est un effet de la transformation individuelle

(confiance en soi, écoute et soutien), et nécessite de ne pas oublier « la force des petits bonheurs », ou le plaisir du bénévolat, qui est un contre-point à la charge liée à l'engagement.

La transformation sociale est également décrite comme quelque chose qui se met en marche sans opposer individuel et collectif. Pour certain.es, c'est une évolution qui précisément consiste à passer de l'individuel au collectif afin d'agir ensemble, qui inclut le fait de s'armer pour s'émanciper. Alors que certain.es estiment que la transformation sociale consiste à intégrer des valeurs, d'autres considèrent que la

« Quelque chose qui se met en marche sans opposer individuel et collectif »

transformation sociale est l'effet individuel ou collectif produit par les actions du centre social. Ses membres (salarié.es et/ou bénévoles) devraient alors être « des guides ».

Ce qui génère de la transformation sociale



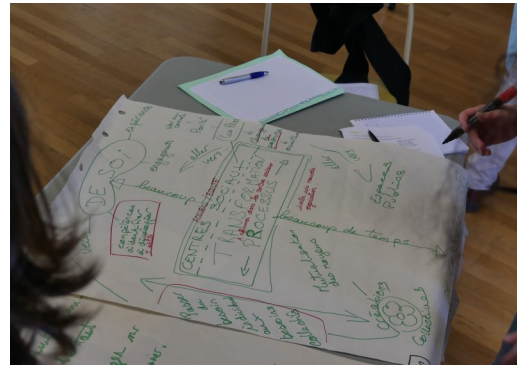
Un certain nombre d'exemples de transformation sociale vécus dans des centres sociaux ont été évoqués par les participant.es, comme les trajectoires d'un « jeune accompagné » qui devient animateur d'activité et président d'une association locale ou d'un « adulte accompagné » qui devient membre du CA et fait signer une pétition dans son quartier. De manière plus générale sont cités des cas de personnes ayant « retrouvé le moral », repris confiance en elles-mêmes et qui sont devenues bénévoles dans le centre social. Est également mentionnée une initiative d'habitant.es sur l'accueil des migrants qui a permis un changement de regard sur ces derniers.

Certain.es ont évoqué la capacité à répondre à des besoins nouveaux et à s'y adapter (code de la route, impôt en ligne...). (Re) donner aux personnes un sentiment d'utilité, une envie de s'engager avec d'autres, sont également des facteurs vus comme favorisant la transformation sociale. Dans le même ordre d'idées, une formulation, assez différente, consiste à dire que tout tourne autour de la communication, en l'occurrence le fait de « dire au bénévole ce que l'on attend de lui ».

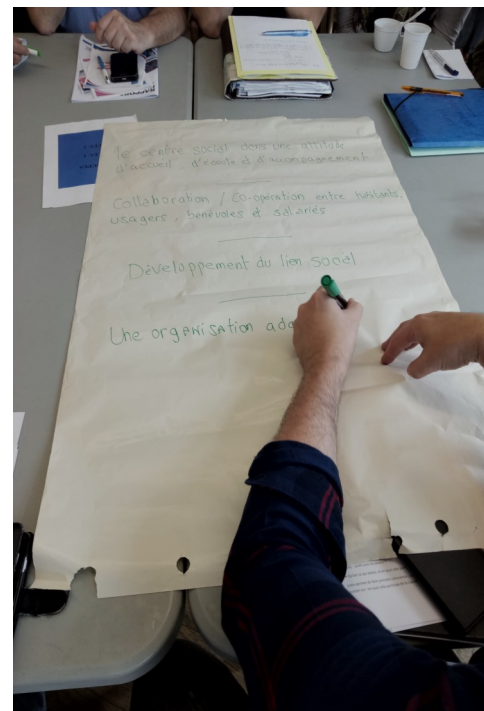
Des pratiques favorisant la transformation sociale ont également été mentionnées : le fait que l'accueil du centre social ne présente pas un panel d'activités mais invite les habitant.es à faire des propositions ; que l'on accompagne les habitant.es pour qu'ils animent eux mêmes les ateliers ; la décision d'un CA de donner chaque année aux équipes un axe transversal pour l'ensemble de l'action (par exemple la « solidarité » ou la « fraternité »).

Ont aussi été évoquées la création de commissions adaptées aux besoins identifiés, à l'actualité, de commissions d'usagers ; la création de passerelles avec les partenaires associatifs du territoire ; la réalisation d'un diagnostic participatif ou encore l'autofinancement des actions.

Il a également été question d'un atelier « partageons nos savoirs », qui part du postulat que tout le monde a des compétences, des savoirs, et dans lequel chacun change son regard sur soi-même et peut apporter aux autres. Ou d'un coin café où salarié.es et habitant.es se servent tout seuls, décrit comme porteur de transformation sociale dans la mesure où « on sert le café à une assistante sociale sans le savoir, ça remet de l'égalité, ça favorise les échanges ». Le fait qu'il n'y ait plus de statut, d'étiquette, que règne un certain anonymat, serait donc favorable à cette transformation.



Un atelier informatique seniors a généré la création d'une application pour tablette adaptée aux personnes âgées. Beaucoup évoquent des « petits processus » (sorties familles, vacances familiales, travail sur le budget, avoir à faire des choix) qui ont un réel impact. Dans un autre cas, c'est une épicerie solidaire qui donne envie de créer un restaurant solidaire, ou la mise en place d'un groupement d'achats, et tout cela aide à développer des capacités.



« Le pouvoir d'agir a une longue histoire dans les centres sociaux Quelques apports de la recherche »

Les débats autour des différentes visions de l'*empowerment*, du pouvoir d'agir, ne sont pas quelque chose d'entièrement nouveau dans le réseau des centres sociaux. Bien au contraire, elles correspondent à des conceptions différentes du rôle de ceux-ci, débattues depuis plus de 50 ans.

C'est ce que montre très clairement Régis Cortesero dans une recherche menée en 2013 pour la CNAF, intitulée *Les centres sociaux, entre participation et cohésion sociale*. Il y explique que les projets sociaux des centres sociaux s'appuient sur différents « référentiels », qui portent chacun, même de manière implicite, certaines conceptions de la citoyenneté, de la participation ou de pouvoir d'agir. On trouve rarement l'un ou l'autre de ces référentiels à « l'état pur » dans tel ou tel centre social ; le plus souvent, les projets sociaux et les pratiques reflètent un « mélange » entre ceux-ci

Le référentiel de l'intégration sociale : il est aujourd'hui en retrait dans les centres sociaux, mais il structure encore beaucoup notre manière de penser la société. Dans ce référentiel, on valorise l'unité sociale et la stabilité, et on considère l'individualisme et les affrontements sociaux comme des problèmes, des « maladies » sociales, des situations anormales. Ce référentiel s'est largement constitué dans l'époque de mise en place de l'état-providence, de l'état social, dans une logique de réparation : les carences individuelles de certains usagers les excluent des mécanismes de protection de l'état social, il faut donc les resocialiser, leur redonner le sens des obligations sociales, bref les « remettre à niveau ». Ce référentiel a été très présent dans les centres sociaux dans les années 1950-60, époque où ceux-ci acquièrent une nouvelle légitimité aux yeux des institutions publiques dans le cadre du déploiement de l'état social, de l'état-providence, notamment par la mise en place de la procédure d'agrément CNAF en 1954.

Le référentiel de la cohésion sociale, qui se développe dans les années 1960-70, avec la montée des exclusions, les inquiétudes sur le délitement du lien social et la territorialisation de l'action sociale. On voit émerger la notion de vulnérabilité : il faudrait réparer les personnes, qui doivent devenir responsables d'elles-mêmes et désireuses de s'investir. La « participation » vise alors à restaurer le lien social et la confiance réciproque entre les gens, créant ainsi un sentiment de solidarité (une des trois valeurs fonda-

mentales de la Charte des centres sociaux, qui est également au cœur de la circulaire CNAF de 1995). On recherche la participation du plus grand nombre à la vie locale dans une visée d'animation globale : les activités doivent alors viser à renforcer les relations entre individus (« dynamiser le tissu social »), les usagers sont actifs au sein du centre social, expriment leurs « besoins », et participent aux « prises de décision les concernant ».

Le référentiel de l'individuation : il place l'individu au premier plan, afin que chacun « devienne soi-même ». Un certain nombre de mouvements émergent dans les années 1960-70, qui refusent de soumettre l'accomplissement individuel aux exigences d'un « ordre social » contraignant. La vie sociale doit au contraire favoriser le libre accomplissement de chaque individu et « permettre aux gens de résoudre par eux-mêmes leurs problèmes, mais en les accompagnant de manière multiple dans leur parcours ». La notion d'*empowerment* est utilisée, mais de façon étroitement individualiste et individualisante : il s'agit de rendre les acteur.es plus fort.es, mieux armé.es pour affronter un contexte social où ils pourront exercer leur capacité de choix. Ce référentiel est introduit dans les centres sociaux par le biais de certains courants de l'éducation populaire dans les années 1960-70, notamment dans le socioculturel par la notion d'« animation globale », qui est une critique de l'action sociale paternaliste. La valeur de dignité humaine, l'individu, sa défense, son épanouissement sont des finalités à part entière de l'action : il faut dialoguer avec l'utilisateur, l'accueillir avec respect, se garder de tout préjugé moral ou culturel.

Le référentiel de l'équilibre conflictuel : il est issu d'une des branches de l'éducation populaire, proche des luttes sociales, qui se donne pour mission d'armer les catégories populaires pour qu'elles puissent comprendre leur situation et résister aux formes de domination auxquelles elles sont confrontées. Ce référentiel s'oppose à celui de la cohésion sociale, qui est fondé sur une vision unitaire et harmonieuse de la société. Dans le référentiel de l'équilibre conflictuel, on cherche non pas à produire du consensus, mais à redonner aux situations sociales vécues par les groupes une signification proprement politique : organiser l'expression des conflits d'intérêts et d'orientation permet d'organiser la confrontation et de fabriquer de la démocratie. La conflictualité sociale n'est pas alors perçue comme une menace, mais au contraire comme une condition de possibilité de la démocratie. L'*empowerment* vise ici à permettre aux groupes

Le pouvoir d'agir a une longue histoire dans les centres sociaux (suite) ...

dominés de se constituer en contre-pouvoir capable d'exercer un pouvoir permettant la co-production des politiques publiques qui les concernent, de jouer un rôle de transformation sociale. Ce référentiel a une longue histoire dans les centres sociaux, malgré les apparences ! Certains acteurs du réseau qui en ont fait l'histoire parlent d'un « rendez-vous manqué » dès le début, du fait du poids des visions déconflictualisées de la vie sociale, de « la volonté d'instaurer d'entrée de jeu la paix sociale, de réaliser dans le centre la fraternité entre toutes les composantes de la société en ignorant la dimension conflictuelle des rapports sociaux (...). Au lieu d'une maison où on apprend à des ouvriers à porter le chapeau, le centre social devrait être une école où se forment des militants capables d'aider au jour le jour à la prise de conscience du monde ouvrier et de le rendre capable de s'engager plus lucidement dans les autres champs d'action ». Si le référentiel de la coopération conflictuelle est présent de longue date dans les réflexions sur le rôle des centres sociaux, il est toujours contrebalancé par les autres référentiels qui lui sont antagoniques, et ses possibilités de mise en œuvre se trouvent à chaque fois fortement contrariées.

Régis Cortesero présente, à partir de son étude dans différents centres sociaux et de la mise en lumière de ces quatre référentiels, différentes figures du projet social :

La figure intégrative (très minoritaire) : « On arrive petit à petit à impulser des choses, on essaie symboliquement quand on fait un événement festif, de demander aux gens de venir avec un gâteau, pour que ce ne soit pas nous qui achetions le goûter (...). Là pour la fête de quartier, on va organiser une réunion avec toutes les personnes qui sont inscrites pour travailler sur l'organisation de la fête... » (directrice d'un centre social). La participation est alors un remède à l'instrumentalisme des usagers, à leur position de « consommateurs ». Fondamentalement, dans ce référentiel de l'intégration, la conception de la participation est que les usagers sont mis en position de participer activement comme une manière d'honorer une dette. On place un « intérêt collectif » en amont des désirs et besoins individuels.

La figure du lien social (largement majoritaire) : elle articule individuation et cohésion sociale. Il s'agit de promouvoir des relations centrées sur la confiance, le respect mutuel et la valorisation de l'individu par le groupe. Le « lien » est la solution à tout : le lien entre les habitant.es, entre les usagers et les institutions, entre les familles, entre les générations, entre les parents et les enfants, entre la population et les élu.es...

Comme l'exprime un directeur de centre social, « Notre objectif est de pouvoir donner différentes options aux familles. Selon elles, c'est au centre social de délivrer des prestations, comme l'organisation de sorties ou d'activités, elles sont dans la consommation. Nous, on n'est pas dans cette logique. Ce sont aux gens de s'organiser, nous, on aide à mettre en place, on peut les soutenir dans l'organisation, la communication, mais il faut que ce soit eux qui s'approprient les choses, ce n'est pas à nous de tout mettre en place. (...) C'est plus laborieux car on ne répond pas directement à la demande mais c'est plus riche. Les gens se prennent en charge ! » Il s'agit donc principalement de promouvoir la personne et de renforcer les mailles du tissu social.

La figure de la capacitation (encore très minoritaire) : elle articule individuation et équilibre conflictuel. Le centre social est conçu comme aidant les habitants à se mobiliser pour développer leurs propres projets et faire entendre leur voix dans l'espace public local. Son rôle est donc défini par opposition à la figure de l'équipement de loisir et d'animation. Mieux, le centre social n'est pas « un lieu où on vient faire des actions. C'est surtout le centre social qui rencontre les gens où ils sont, pour pouvoir faire émerger du projet et pour accompagner les dynamiques. Voilà, c'est ce qui nous paraît important. Et ça, c'est la moitié du temps. Alors après, on peut vous parler de nos actions. Mais ne parler que des actions, c'est tronquer l'essence même du projet de notre centre social. (...) l'accompagnement, ce n'est pas forcément savoir faire mais c'est plutôt savoir des fois ne pas faire ou ne pas savoir faire pour laisser la place justement à la révélation du savoir-faire ou du savoir-être de la personne » (directrice d'un centre social). Il ne s'agit donc pas d'apporter un nouveau savoir aux gens, mais de se donner la possibilité de déconstruire et de se défaire d'un savoir déjà là mais oppressant, un savoir qui définit leur incapacité, qui les positionne comme « consommateurs », qui les disqualifie, pointe leurs inaptitudes et ce faisant leur interdit l'action.

On voit donc à quel point les différentes manières de penser le pouvoir d'agir et la question de la transformation sociale ont une longue histoire dans les centres sociaux. La question n'est pas ici de dire que l'une est meilleure que l'autre, mais d'inciter à prendre conscience de cette diversité et à choisir sa propre version en toute connaissance de cause et à partir de choix explicites, discutés, argumentés, issus de discussions collectives.

« Transformation sociale et conceptions du pouvoir d'agir :

Quelques apports de la recherche »

Voici quelques éléments de réflexion issus du livre *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, publié par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener aux éditions La Découverte en 2013. Marie-Hélène Bacqué est une sociologue française, spécialiste de la démocratie participative et des transformations des quartiers populaires, en France et en Amérique du Nord. Carole Biewener est une économiste américaine, ses recherches portent sur le développement communautaire et l'économie sociale aux Etats-Unis et au Canada.

Dans ce livre, elles interrogent la notion d'*empowerment*, qu'on traduit souvent par « pouvoir d'agir ». Cette notion est de plus en plus mobilisée depuis le début des années 1990, mais avec des définitions très variées. Les auteures analysent la littérature en anglais dans différents champs (l'action sociale, l'éducation, le développement international) et dans différents registres (universitaire, professionnel, politico-administratif). Elles s'intéressent surtout aux travaux en anglais car *l'empowerment* a une tradition plus ancienne en Amérique du Nord, l'importation de la notion est récente en France. Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener repèrent deux traits communs dans les conceptions variées de *l'empowerment* : cette notion articule en effet deux dimensions, celle du pouvoir (c'est la racine du mot : *power*) et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. *L'empowerment* peut désigner autant un état (on peut « être *empowered* ») qu'un processus.

On distingue trois dimensions dans la notion d'*empowerment* :

1/ **Une dimension individuelle**, qui se réfère à une démarche d'auto-réalisation et d'émancipation des individus : chaque individu va développer sa conscience critique et sa capacité à agir.

2/ **Une dimension collective**, de reconnaissance des groupes : c'est le développement de la capacité « d'agir avec » et « d'agir sur », une capacité d'action collective.

3/ **Une dimension politique**, de transformation sociale, ce qui pose la question de la transformation de la société par l'action collective.

Ces trois dimensions sont plus ou moins mobilisées selon les approches. Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener définissent ainsi plusieurs modèles d'*empowerment* :

1/ **Le modèle radical** vise clairement une transformation de la société, c'est celui qui articule le mieux les dimensions individuelle, collective et politique.

Il s'appuie sur des théories de la transformation sociale, comme celles du pédagogue chrétien brésilien Paulo Freire. Dans son livre *Pédagogie des opprimés* (1968), il montre que l'émancipation des illettrés (qui sont les opprimés du système social) passe par un travail éducatif de prise de conscience. Paulo Freire propose un processus de transformation sociale s'appuyant sur la pratique de la « conscientisation » par laquelle les opprimés analysent collectivement leur situation, prennent conscience de l'oppression qu'ils subissent et comprennent ainsi la nécessité de s'organiser pour changer la structure de la société.

Ce modèle radical de *l'empowerment* est très lié aux mouvements sociaux. L'un des premiers à utiliser ce terme est le mouvement des femmes battues, qui émerge au début des

années 1970 aux Etats-Unis. Il désigne par *empowerment* le processus par lequel les femmes développent une « conscience sociale ou critique » qui leur permet de développer un « pouvoir intérieur » et d'acquérir des capacités d'action, un pouvoir d'agir à la fois personnel et collectif tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social.

Dans ce modèle radical, les enjeux de *l'empowerment* sont la reconnaissance de groupes pour mettre fin à leur stigmatisation, la redistribution des ressources et les droits politiques. L'objectif d'émancipation individuelle et collective débouche sur un projet de transformation sociale avec une remise en cause du système capitaliste.

2/ **Le modèle social-libéral** vise aussi une transformation de la société et une certaine redistribution, mais sans remettre pour autant en cause le système capitaliste.

La notion d'*empowerment* est mobilisée pour légitimer le rôle de l'Etat et des politiques publiques pour la promotion des droits civiques et la diminution des inégalités socio-économiques. Il articule ainsi la défense des libertés individuelles avec une attention à la cohésion sociale.

Le modèle social-libéral prend en compte les conditions socio-économiques et politiques de l'exercice du pouvoir, mais sans interroger structurellement les inégalités sociales.

Pour bien comprendre les différences avec le modèle précédent, on peut prendre l'image du jeu : alors que le modèle radical vise à changer les règles du jeu et la forme du terrain, le modèle social-libéral vise à rendre le jeu moins inconfortable pour les plus exclus, sans en changer les règles.

3/ **Le modèle néolibéral** ne vise pas une transformation du système en place, ce sont les plus exclus qui doivent s'adapter au jeu existant.

La notion d'*empowerment* est mobilisée dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités, pour permettre aux individus d'exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions « rationnelles » dans un contexte d'économie de marché. Avoir accès au pouvoir signifie alors être intégré au monde du travail et de la consommation, trouver sa place dans l'économie de marché, « être entrepreneur de sa propre vie ».

Cela implique une capacité de conduire rationnellement son existence, sans poser la question de l'émancipation et de la justice sociale. On évoque l'accès aux opportunités sans remettre en cause les inégalités sociales.

Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener montrent que le succès de la notion d'*empowerment* s'accompagne généralement de sa réduction au profit d'une approche individuelle, délaissant les dynamiques collectives et surtout les perspectives politiques initiales. On insiste plus sur la responsabilisation des individus, une injonction à se prendre en main, et moins sur le projet de transformation sociale.

QU'EST CE QU'ON POURRAIT INVENTER OU REINVENTER ?

De nombreuses idées d'innovations ont été émises, comme :

- mettre en place un taxi gratuit ou du covoiturage pour résoudre les problèmes de mobilité ;
- lancer des food truck dans les quartiers, ou un « camion à livres » avec goûter ;
- développer des « repair café » et des SEL (systèmes d'échanges locaux) ;
- faire une école plus coopérative que concurrentielle, afin de permettre plus de coopération que de compétition entre les enfants ;
- réinventer les jardins partagés, associer un terrain de culture à chaque centre, prévoir des vergers, des jardins participatifs, des fermes pédagogiques.

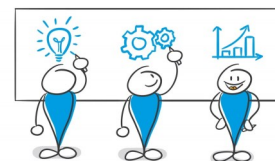
Certain.es proposent également de faire venir des intervenant.es extérieur.es, la gratuité des

centres de loisirs pour les familles au plus bas coefficient, la formation numérique à domicile pour les personnes âgées ou encore le développement de nouvelles instances locales. Il est également évoqué le fait de parler de la vie quotidienne, de développer les lieux d'échange qui peuvent être autant d'outils d'auto-formation. L'évolution des modèles économiques des centres sociaux serait souhaitable car elle permettrait plus de stabilité et de rester à l'écoute des habitant.es, tout comme le fait d'apporter des changements dans la gouvernance, de décroïsonner, de faire tomber les barrières afin de faciliter le développement du pouvoir d'agir.

Il faudrait dans les centres sociaux se donner le temps pour innover, expérimenter, oser, se donner le droit de dire que c'est possible,

par exemple en développant la coopération avec les structures d'éducation populaire et d'économie solidaire.

Si certain.es proposent de mieux informer (autrement que par des affiches) et d'adopter une communication plus offensive, il paraît nécessaire à d'autres de changer l'image des centres sociaux, en combattant l'idée qu'ils ne soient que des lieux de service et en promouvant leur savoir-faire au bénéfice de l'intérêt collectif, en leur permettant de continuer à exister. Mais pour d'autres, l'objectif final de la transformation sociale serait de ne plus avoir besoin de centres sociaux, ce qui interpellent certain.es salarié.es : cela signifie-t-il qu'ils vont à terme perdre leur emploi ?



Les obstacles à la transformation sociale

Dans les discussions, des obstacles ou difficultés rencontrées pour favoriser la transformation sociale ont également été évoqués.

Tout d'abord, le fait qu'il n'y ait pas assez de bénévoles, que les personnes engagées ne soient pas suffisamment reconnues ou soient rapidement épuisées. La charge des bénévoles reste peu quantifiée, même si certain.es précisent la mesure de leur engagement dès le départ. Le manque de temps, la peur d'oser, la peur du changement ou encore le fait que s'engager c'est s'exposer, sont également mentionnés comme des difficultés. Un certain nombre de participant.es considèrent que trop d'habitant.es ont un comportement de « consommateurs ». Pour reprendre les termes d'un participant.e : « Ce n'est pas de la faute des administrateurs mais la faute des habitants et quand il y a des sorties, il y a tout le monde ! ». Toutefois, certain.es reconnaissent que la faiblesse des CA ou le fait que cette instance soit insuffisamment connue constituent également un problème.

L'engagement vers la transformation sociale est donc vu comme le résultat d'un processus, et le centre social comme un lieu où ce processus est possible, un moyen offert aux habitants. Selon certain.es, chaque activité d'un centre social peut contribuer à la transformation sociale, même si cela se fait par petites touches et pas nécessairement à un niveau sociétal. Parler de transformation sociale, cela peut paraître « prétentieux » à certain.es, mais pour d'autres « c'est vrai qu'on contribue chaque jour à la transformation sociale ».

Les suggestions pour plus de transformation sociale

Un certain nombre de suggestions pour aller vers plus de transformation sociale ont été formulées au cours de la matinée. Malgré leur apparente similitude, elles peuvent renvoyer à des conceptions assez différentes du rôle respectif des différent.es acteur.es concerné.es.

Alors que pour certain.es, il faut s'appuyer sur les centres sociaux pour accompagner les habitant.es dans la définition de leurs besoins, et donc être à l'écoute, voire être moteur, d'autres suggèrent aux salarié.es d'adopter une posture selon laquelle « l'habitant.e est plus expert.e que moi ». Faire évoluer les pratiques quotidiennes est également perçu comme une nécessité dans une visée de transformation sociale. L'idée que le centre social doit être un catalyseur, développer ses « capacités d'anticipation » et produire l'étincelle qui déclenchera un processus dont l'habitant.e sera acteur, a été une autre formulation utilisée. Enfin, s'emparer des outils existants, comme les conseils de quartier, a également été mentionné comme pouvant permettre plus de transformation sociale.

Sortir du centre social et « aller voir ailleurs » ce qui se fait paraît une posture souhaitable, que ce soit par la mise en place d'un accueil café à l'extérieur du centre, par le fait d'occuper et investir l'espace public, d'aller vers les gens en dehors des murs, ou d'utiliser la méthode des porteurs de parole pour développer l'écoute.

Quelques personnes ont mentionné la nécessité de changer de mode de gouvernance afin de ne pas « subir » le fonctionnement du centre social mais de le co-élaborer dans l'intérêt de tous. D'autres considèrent que la relation à l'autre doit fonctionner dans l'égalité et l'équité, voire dans l'action collective. Mettre l'habitant.e au cœur des décisions des politiques publiques, ce n'est pas une utopie.

Afin de porter cette visée de transformation sociale, beaucoup estiment que le centre social doit afficher ses axes de travail, être porteur, transparent sur cette volonté, moins institutionnel et sans jugement dans l'accueil du public. Certain.es estiment nécessaire un changement de posture de la part des équipes de salarié.es, pour accompagner la prise d'initiative (moins de services), permettre de laisser l'autre faire et ne pas vouloir tout contrôler. Une autre formulation, assez différente, consiste à considérer que ces équipes doivent « rester fidèles à l'idée proposée par les habitants », alors même qu'elle est « prise en main » par le centre social. D'autres considèrent à l'inverse que le développement du lien social permet aux gens de se retrouver en dehors du centre social, et qu'ils peuvent ainsi développer de nouveaux projets, y compris à l'extérieur du centre social.

La nécessité de « changer l'image du centre social pour ne pas perdre du public », de travailler sur cette image, de s'adapter au changement et aux nouvelles problématiques (numérique, environnement...), de comprendre l'impact des transformations sociales sur les pratiques, a été évoquée, ainsi que celle d'associer les habitant.es, d'identifier sur quoi on voulait agir ou d'intervenir de manière transversale.

Encourager l'esprit critique et ne plus « faire d'assistant » semblent également être des leviers de transformation sociale. Encourager les actions d'entraide et de solidarité dans lesquelles les gens se regroupent, créent des associations et viennent en aide à ceux qui en ont besoin est une autre piste évoquée, comme l'accompagnement de la prise de conscience des compétences et la nécessité de lever le frein de la méconnaissance, des idées préconçues, de l'ignorance.

Le renforcement des partenariats locaux, l'usage d'outils de médiation culturelle pour favoriser la mixité, l'instauration d'une parité bénévoles / salarié.es, la revalorisation de l'engagement (faire en sorte que les gens se sentent importants), la possibilité de proposer des formes d'engagement ponctuel pour des personnes qui ne sont pas du territoire, la recréation d'un lien humain entre les institutions et les usagers, des réponses aux situations d'urgence ont également été proposés.

Certain.es s'inquiètent des effets négatifs sur l'image du centre social du mot même de « social », ou de la confusion pouvant exister entre la CAF et le centre social. D'autres estiment que le centre social est un outil de transformation sociale si on considère que « social », c'est faire société. Dans ce cas, la dimension politique d'un centre social peut apparaître clairement, si le terme de « politique » relève d'une « citoyenneté non politicienne ».

Des réserves ou des craintes ont été mentionnées quant au fait que les financeurs acceptent cette visée de transformation sociale portée par les centres sociaux, et le constat a été fait que les moyens et actions pour faire de la transformation sociale ne seront sans doute pas les mêmes en fonction des territoires. Certain.es voient même dans cette visée de transformation sociale « une transformation sociale imposée, car les institutions veulent faire des économies ». Enfin, la difficulté à gérer les tensions entre la dimension collective et la dimension individuelle de la transformation sociale a été évoquée.



LES QUESTIONS ET THÉMATIQUES QUI RESSORTENT, À APPROFONDIR DANS LA SUITE DES ATELIERS

La transformation sociale, est-ce changer toute la société ou changer les choses petit à petit ? S'agit-il d'une ambition légitime pour les centres sociaux, et pour qui dans ceux-ci ? Autrement dit, est-ce le but d'un centre social que de faire de la transformation sociale et les membres d'un centre social sont-ils conscients de ce projet ? Ne faudrait-il pas parler d'intérêt collectif et général plutôt que de transformation sociale ? Dans les modalités de transformation sociale, doit-on partir d'un projet pour faire de la transformation sociale ou bien est-ce l'inverse ?

Individuel et collectif :

Deux dimensions de la transformation sociale, individuelle et collective, ressortent des groupes de travail. Dans les échanges autour de l'individuel et du collectif, on considère fréquemment que c'est la transformation individuelle qui ouvre sur le collectif : le développement personnel permettrait de passer de préoccupations individuelles à des préoccupations partagées par d'autres.

De nombreux participant.es relient la notion de transformation sociale à l'idée de se réaliser soi-même ou à de l'enrichissement personnel, de la recherche du bonheur dans sa vie. L'idée majoritairement défendue est que l'individu évolue personnellement et s'ouvre progressivement à des problématiques collectives, à des valeurs sociales.

A la question « *quand on parle de transformation sociale dans votre centre social qu'est-ce que cela veut dire pour vous ?* », certain.es ont répondu, non pas à la question de la transformation de la société, mais plutôt à celle de la transformation des personnes. Ceci laisse penser que l'idée de transformation sociale se pose, pour une partie des centres sociaux de la Région Centre-Val de Loire, plutôt du côté de l'évolution des personnes que de la transformation de la société.

Comment penser l'articulation entre ces deux dimensions de la transformation sociale ? S'agit-il d'une progression, lente et par étapes, de la transformation individuelle à la transformation de la société ? Peut-on engager en même temps des processus de transformations individuelles et collectives ? L'engagement dans des projets collectifs de transformation de la société ne peut-il pas lui aussi venir soutenir la transformation des individus ?

Aller vers la transformation sociale comme transformation de la société, est-ce un effet « naturel » de la transformation des individus, auquel cas il n'est pas nécessaire que les centres sociaux s'intéressent à la première de manière volontaire, car elle adviendra toute seule ? Ou y a-t-il une démarche spécifique à avoir pour aller au-delà des changements individuels ?

Dedans / dehors : (ce qui se fait dans le centre social et hors de lui ; le centre social et les autres)

Le centre social doit-il tout piloter ou doit-il accompagner « ce qu'il entend » ? Est-il un moyen ou une fin ? Comment peuvent être pensés des liens et coopérations avec d'autres structures ou associations sur le territoire ? Les salarié.es des centres sociaux doivent-ils tout « piloter » ou laisser les habitant.es s'organiser en dehors du centre s'ils le souhaitent ? Ne doivent-ils même pas chercher à faire en sorte que les initiatives des habitant.es deviennent autonomes et n'aient plus besoin de « l'aide » du centre social ?

Certains centres sociaux affirment l'idée qu'il faille « sortir des murs », « aller vers » l'extérieur, tenir compte de ce qui se passe ailleurs, pour être à l'écoute des besoins sur les territoires, s'emparer, par exemple, des instances de démocratie locale existantes, ou développer des partenariats avec l'économie sociale et solidaire (SEL, épiceries solidaires, repair café, ...) et les structures d'éducation populaire.





Guider ou soutenir les initiatives ?

Deux points de vue et deux postures émergent des discussions autour de la posture dans le travail associé. Une tension entre le social « assistanciel » et l'approche d'éducation populaire se manifeste. Certain.es évoquent un rôle de « guide » qui devrait permettre aux habitant.es de « s'élever » et « devenir quelqu'un », de passer du rôle de consommateur à acteur. D'autres adoptent, à l'inverse, une posture où l'habitant est expert et reconnu comme acteur. Il s'agirait alors, pour les salarié.es, d'être capables de rester fidèles aux idées proposées par les habitant.es et de ne pas se les réapproprier en les transformant.

Est mentionnée la mise en place d'espaces de croisements entre salarié.es et bénévoles (comme dans l'exemple du coin café où salarié.es et habitant.es sont invités à partager un café sans savoir qui est qui), qui deviennent des lieux informels où chacun est reconnu pour ce qu'il fait et non pour ce qu'il est.

L'idée de faire bouger la gouvernance pour la rendre moins pyramidale est également évoquée ; il s'agit de co-élaborer le fonctionnement, dans l'intérêt de tous, dans une relation égalitaire et équitable. L'équipe doit accepter de ne plus être dans le tout contrôle et de laisser l'autre faire. Cela nécessite à la fois soit de sortir du langage très professionnel, soit de permettre l'appropriation par tous de ce même langage. Il s'agirait alors de rendre la gouvernance plus accessible, plus lisible et attrayante, avec l'idée que « l'engagement c'est aussi du plaisir ».

Social ? Politique ?

Une tension apparaît autour d'une vision dépolitisée du social.

D'une part, le terme de « social » a tendance à être associé aux pauvres, excluant ainsi les classes moyennes. Et d'autre part, il est conçu comme relevant d'une forme d'assistance, individuelle ou collective, et non comme porteur d'une visée politique de transformation de la société.

Pour certain.es, il faudrait changer l'image des centres sociaux en changeant leur nom, ici en effaçant cette référence au « social ». Pour d'autres, il faudrait au contraire affirmer le rôle politique du centre social et se sentir légitime pour porter cette visée de transformation sociale.

Si on considère que « social » c'est « faire société », le centre social, nommé comme tel, est légitime pour afficher cette visée. Dans ce cas la dimension politique peut se mettre à jour si le terme de « politique » relève d'une citoyenneté non politicienne.

Le centre social peut et doit alors être porteur de cette volonté affichée et portée par le conseil d'administration et l'équipe.



CALENDRIER DES TRAVAUX A VENIR

27 novembre 2018 2ème atelier de coproduction

De 9h 16h30 centre social de Ballan-Miré

Hiver 2018 temps de réflexion du réseau fédéré

17 et 18 Mai 2019 ateliers de coproduction à l'échelle régionale



Ce projet est soutenu et financé

